

1874

J. O. Filteau

Quintin

L'Élection du Comté de Québec.

1874

POURQUOI J'AI ÉTÉ BATTU.



Nous devons à nos lecteurs et à nos amis un récit impartial et sincère de la journée d'hier, et quelques mots d'explication sur les causes qui ont amené notre défaite à une si grande majorité. Nous croyons qu'après avoir lu ce récit et entendu ces explications, nos amis et adversaires resteront convaincus que le résultat de cette lutte disproportionnée au point de vue des moyens d'élection, n'est pas plus un succès véritable pour notre parti que pour nous.

On se rappelle comment nous avons été amené à accepter une candidature à laquelle nous n'avions jamais pensé. Spontanément, les électeurs indépendants sont venus nous l'offrir. Nous avons d'abord nettement refusé ; mais, comme ils ont insisté, ils n'ont pas voulu nous laisser partir avant d'avoir obtenu un consentement ; nous avons fini par céder sur leur dire : J'accepte la candidature ; faites usage de mon nom ; dites que je me présente ; et, si, après avoir sondé l'opinion, de votre côté et de celui du mien, nous voyons qu'il y a une chance de réussir, serait-elle la chance incertaine, je risque la partie.

Dans l'intervalle, nous consultâmes nos amis politiques. Les avis étaient partagés. Tous s'accordaient à penser qu'il serait malheureux de laisser faire une élection par acclamation dans un comté réputé jusqu'ici si ministériel, mais où l'opinion donnait des signes manifestes de réveil. Mais les uns disaient : N'entreprenez pas une pareille tâche ; laissez courir ce risque à un autre ; ne vous exposez pas ainsi à une défaite ; attendez pour vous présenter que nous vous ayons trouvé une occasion à souhait, un comté propice, ce qui ne peut tarder. Les autres disaient : Acceptez ; quoique toutes les circonstances extérieures soient contre vous, vous pourrez peut-être réussir, à force de travail et de dévouement de la part de nos amis ; si vous réussissez, ce sera un grand service que vous aurez rendu à notre cause ; si vous ne réussissez pas, vous aurez du moins fait bravement la lutte, empêché une élection en apparence unanime, et rallié dans le comté autour de notre drapeau tous les gens indépendants ; si vous tombez sur la brèche, le comté du moins nous sera

ouvert pour la prochaine élection.

Aux uns et aux autres nous avons répondu ; Puisqu'on juge la lutte utile au parti et que la seule objection qu'on ait à ce que je me présente vient de la crainte de m'exposer personnellement aux désagréments d'une lutte inégale, au mécompte d'une défaite, je n'hésite pas et j'entre en lice, si les nouvelles que je vais recevoir du comté me sont favorables.

Ces nouvelles étaient des plus encourageantes : sauf à Sillery, l'opinion était partout bien disposée à l'égard de notre candidature. La journée de dimanche nous fut extrêmement favorable, sauf à Sillery. On peut dire que le comté fut emporté d'assaut et que si l'élection avait pu avoir lieu ce jour-là, la majorité entraînée se serait prononcée pour nous. A Beauport, par exemple, où le parti conservateur avait toujours régné en maître, M. Fabre obtint un succès complet, si complet que les agents ministériels, MM. Eugène Chintre et autres, venus là pour assister au facile triomphe de M. Caron, s'en retournèrent décontenancés, atterrés ; que M. DeBlois, perdant patience, s'écria, avant d'aller raconter au presbytère cette déroute inattendue, que l'on verrait bien le jour du vote que ce n'étaient pas les assemblées qui faisaient l'élection. De l'avis de tous, M. Fabre avait alors pour lui les trois-quarts de l'assistance au moins.

Ajoutons que cet éclatant avantage était remporté aussitôt après un sermon à la fois artificieux et vibrant, dans lequel le curé, M. Tremblay, avait dénoncé la candidature de M. Fabre et exonéré MM. Caron et Gagnéau de toute accusation de corruption ; où il

avait été jusqu'à mettre l'inconsistance politique au nombre des péchés mortels et à s'écrier en parlant des candidats qu'il y avait des gens qui étaient plutôt des girouettes que des hommes ; où il avait condamné l'Événement dans lequel il y a deux ans à peine il nous demandait de publier une douzaine de correspondances : il y défendait en qualité de prêtre ses actes comme entrepreneur du chemin du Lac St. Jean.

Nous assistions à ce sermon et ce que nous en rapportons est d'une complète exactitude. M. Tremblay est un homme d'un incontestable talent, qui parle avec une énergie extraordinaire en même temps qu'avec une mauvaise foi profonde, et dont la parole serait irrésistible si son caractère était au niveau de son éloquence, si ses paroissiens ne savaient qu'il ne recule devant aucune injustice pour satisfaire sa passion et contenter sa rancune.

Beauport, château-fort du parti ministériel, ainsi emporté, cet important succès coïncidant avec des brillants avantages obtenus dans la plupart des autres paroisses, les meneurs ministériels prirent l'alarme, la candidature de M. Fabre, que l'on traitait avec mépris la veille, devint sérieuse aux yeux de ses adversaires, et l'on sentit la nécessité de ne rien épargner pour la combattre.

La Nomination acheva de mettre le comble aux inquiétudes ministérielles. Nous n'avions fait à peu près aucun frais pour cette journée, tandis que le parti adverse en avait fait d'énormes. A Beauport, par exemple, nous n'avions pas une voiture, quand au contraire, avec la permission de M. le Curé, le comité de M. Caron en mettait un grand nombre à la disposi-

tion des électeurs, 75, nous assure-t-on. Pour tout dire en un mot : nous n'avions pas ce jour-là pour la ville et le comté vingt voitures louées, la nôtre comprise.

C'est alors que l'on résolut de mettre toutes voiles dehors, d'avoir recours aux grands moyens, de faire un appel désespéré à la banque et d'adresser une fervente prière à l'Église. Le *Chronicle* et le *Canadien* reçurent ordre d'affirmer que le gouvernement local d'Ontario avait envoyé des sommes folles à M. Fabre et que le *parti national* allait tenter d'acheter le comté de Québec qui ne l'avait jamais été. C'était là une pure invention : nous n'avions pas reçu alors et nous n'avons pas reçu depuis, un seul sou de nos amis d'Ontario. Nos amis de cette province seuls, avec cette générosité si souvent mise à contribution, ont fait pour notre candidature des sacrifices pécuniaires. Au moyen de cette fable on réussit à prélever pour M. Caron de nouvelles contributions sur les marchands de bois, contracteurs et autres. Elles atteignirent un chiffre considérable et mirent M. Caron en mesure de réaliser la pensée de M. Deblois : que les convictions ne sont plus rien quand les votes trouvent leur prix.

En même temps, on réunissait tous les curés du comté à l'Ancienne Lorette, à l'occasion de la fête du curé de cette paroisse. Il y avait grande messe à l'église et grand dîner au presbytère. M. le Grand-Vicaire Cazeau, qui malheureusement pour l'honneur du diocèse, l'administre en l'absence du prélat éminent et sage qui a proclamé en montant sur le trône archiépiscopal que le clergé ne devait pas intervenir dans les luttes politi-

ques, assistait à la réunion et l'avait sans doute préparée. De nos pieux ennemis, il n'y manquait guère que M. l'abbé Racine, du faubourg St. Jean, qui s'était employé fort activement avant et depuis à préjuger ses confrères contre nous. Les deux candidats, MM. Garneau et Caron, devaient être invités à dîner aussitôt après les discours prononcés à la porte de l'église. Ce plan fut dérangé par notre apparition au presbytère au moment où M. le Grand-Vicaire et M. le curé, la serviette sous le bras et le sourire de la grâce sur les lèvres, venaient au-devant de leurs deux protégés pour les inviter à prendre place à table. On n'osa pas les inviter en nous laissant de côté ; on murmura quelques excuses ; et tandis que les deux convives déçus se retiraient avec nous, M. le curé ordonnait à sa ménagère d'ôter leurs couverts. C'était une scène à peindre.

C'est dans cette réunion qu'on décida de lancer contre nous une circulaire incuie dans laquelle on nous accusait de *corrompre les électeurs*.

En réponse aux protestations de quelques-uns de leurs paroissiens, plusieurs curés se sont excusés de l'avoir signée en disant qu'ils s'étaient rendus au témoignage de M. Tremblay qui leur avait affirmé qu'il était en mesure de prouver ce qu'il demandait aux autres d'affirmer. La voici :

CE N'EST QUE JUSTICE.

En protestant contre la criminelle pratique de la corruption électorale, en vue des élections actuelles du Comté de Québec, nous nous attendions que candidats et électeurs se rendraient à notre appel ; mais nos légitimes espérances sont, en partie, déçues ; car, si d'un côté, le parti conservateur ministériel, représenté par M. Caron et M. Garneau, a écouté notre voix et s'abstient d'exercer la corruption

de l'autre, le parti national, représenté par M. Fabre, ne se fait pas scrupule d'employer l'argent et la boisson pour corrompre les électeurs, sans tenir compte de notre protestation.

Nous blâmons de nouveau une pareille conduite.

Comme nous avons publié cette protestation dans les journaux, ce n'est que justice d'en faire connaître le résultat par la même voix.

Ancienne Loette, le 20 mars 1873, à une réunion des Curés et Vicaires du comté et de plusieurs autres membres du clergé.

Joseph Laberge, curé de l'Ancienne-Loette ; François Boucher, curé de St. Ambroise ; A. Beaudry, curé de Charlesbourg ; G. Tremblay, curé de Beauport ; G. Sasseville, curé de Ste Foye ; P. O. Drolet, curé de St. Felix du Cap-Rouge ; A. Chs. Henri Pâquet, vicaire de l'Ancienne-Loette ; Guillaume Giroux, vicaire à St. Ambroise ; Théophile Montminy, vicaire à Beauport.

Les MM. suivants étaient absents :

F. X. Méthot, curé du Lac Beauport ; B. Laurent Chabot, curé de St. Gabriel de Valcartier et de St. Emond de Stoneham ; P. Vincent, desservant de St. Colomb de Sillery.

Il est juste de reconnaître cependant que cette circulaire ne produisit pas sur l'esprit des électeurs, l'effet qu'on en attendait. La ruse était trop grossière et le mensonge trop palpable. Tout le monde dans le comté en a été révolté, et les paroissiens, sans distinction de parti, ont senti que ce jour-là ils avaient à rougir de leurs curés. Mais si cette circulaire a scandalisé les catholiques, en revanche elle a édifié les protestants. Seul de tous les journaux, croyons-nous, le *Chronicle* l'a citée, commentée, louée. Cela n'a pas paru trop dégoûter ses lecteurs.

On dit souvent que la population anglaise, est fière autant que libérale, qu'elle déteste l'injustice et hait l'intolérance ; qu'au contraire la nôtre est esclave des préjugés. Ce n'est pas ce qu'on a vu en cette circonstance : la conscience de notre population a été révoltée ; la population

anglaise, à peu d'exceptions près, a applaudi et baisé avec respect la main qui frappait en notre personne l'indépendance d'esprit. Cette circulaire aurait dû tuer la candidature de M. Caron dans l'esprit d'une population qui se prétend animée de sentiments libéraux ; car le candidat qui l'avait sollicitée était évidemment indigne des suffrages de citoyens libres ; mais au contraire elle l'a fait reflourir, et il est probable qu'elle ramènera dans le giron de notre religion des gens qui jusqu'ici s'en tenaient éloignés et qu'elle produira des conversions éclatantes.

La campagne de dimanche dernier fut aussi satisfaisante que celle du dimanche précédent. Evidemment, la circulaire des curés ne faisait pas l'effet qu'on en attendait. D'après les calculs ministériels, elle devait donner au bas mot, 300 voix à M. Caron, c'est-à-dire lui assurer la majorité. Mais le bon sens populaire résistait et triomphait de la mauvaise foi. Dans toutes les paroisses, il n'y avait parmi les honnêtes gens qu'un sentiment et qu'une voix : La bonne foi des curés a été surprise ; l'adresse de M. Tremblay et l'autorité de M. Cazeau leur ont arraché un consentement que leur conscience leur reproche déjà.

Cela était vrai : la plupart des curés se repentaient d'un acte qui avait soulevé la désapprobation générale. Ils n'osaient le poursuivre jusqu'à ses dernières conséquences. A une exception près, ils ne faisaient pas lecture ni ne soufflaient mot en chaire de la circulaire M. Tremblay lui-même se taisait et se bornait à gémir sur le déclin de la foi dans sa paroisse : Vous avez vu la vérité, mes frères, et vous ne l'avez pas reconnue. La foi s'en va : on n'écoute

plus la voix des pasteurs.

La vérité, c'était la circulaire affirmant que le parti *conservateur ministériel*, représenté par MM. Caron et Garneau, *s'abstenait d'exercer la corruption* et que le parti national, représenté par M. Fabre, *ne se faisait pas scrupule d'employer l'argent et la boisson pour corrompre les électeurs*. Le représentant de la foi qui déclinait, c'était M. Caron qui voyait lui échapper la paroisse de Beauport. M. Tremblay comptait pour des âmes damnées toutes les voix perdues pour le candidat *conservateur ministériel*, et il s'apercevait que bientôt il n'aurait plus dans toute sa paroisse que M. Deblois à envoyer au ciel.

Le mardi, jour de fête, MM. Cazeau, Tremblay et Racine firent de nouvelles instances auprès des au res curés, leurs innocents complices, et parvinrent à en décider quelques-uns à nous dénoncer comme un fauteur de désordre et de corruption. Plusieurs résistèrent et refusèrent de se compromettre davantage. On prétend même que l'un de ceux qui avaient refusé de signer, dit nettement aux auteurs des deux circulaires :

Vous aviez lancé la première circulaire parce que vous pensiez que M. Thibaudeau allait se présenter. Le sort vous a joué un tour pendable ; au lieu de M. Thibaudeau, c'est M. Fabre qui est apparu en face de vous. On n'a jamais vu gens mieux attrapés. Dans votre dépit, vous avez songé un instant à désavouer la circulaire et à déclarer qu'on vous avait mal compris si on avait inféré de votre langage que la corruption était une chose toujours défendue et qu'il n'était pas permis, dans certains cas, pour éviter un plus grand mal, d'y avoir recours. Après réflexion, vous vous êtes aperçus que

la ruse était trop grossière : il vous a paru plus habile de maintenir la corruption parmi les choses dont un électeur chrétien doit avoir horreur, mais d'accuser M. Fabre seul de tomber dans un péché que jusqu'ici nous avons enseigné à nos ouailles à considérer comme une faute vénielle, et parfois comme un acte de vertu lorsque l'argent venait de l'Etat et était destiné à faire triompher le bien.

Mais si M. Caron ne trouvait pas du côté de l'Eglise tout le secours qu'il en attendait, en revanche la Banque le comblait de ses faveurs. Dans la journée de lundi et de mardi, on faisait courir à la Basse-ville de nouvelles listes de souscription ; on arrachait de grosses sommes à tous ceux qui ont avec le gouvernement des affaires véreuses ou autres ; le commerce anglais se saignait aux quatre membres.

Les chefs ministériels, depuis M. Langevin jusqu'à M. McGreevey, en mission à Québec depuis huit jours, sentaient bien toute l'importance de la lutte et l'imminence du danger ; ils sentaient que, battus dans le comté de Québec après l'avoir été à Montmagny, Bellechasse, Kamouraska, l'Islet, Rimouski, Portneuf et Charlevoix aux élections générales ; après l'avoir été tout récemment dans Québec-Est, ils étaient perdus et bafoués, s'ils étaient vaincus cette fois encore. Ils résolurent donc de ne rien épargner pour triompher ; on fit appel à toutes les influences à la fois ; on força tout le monde à marcher dans les rangs, depuis M. Hall qu'on a traîné de la Nomination au poll, comme un esclave et une victime, jusqu'à l'employé qu'on menaçait de destitution s'il hésitait à faire le métier d'emba-

cheur. Lorsque dans la suite de ces articles, nous ferons l'énumération des influences qui ont été mises en jeu contre nous et nous montrerons contre quelle masse compacte, quelle coalition de prêtres égarés et de spéculateurs éhontés, d'officiels et d'officieux, de maîtres et d'esclaves, nous avions à lutter, ceux-là mêmes qui sont le mieux au courant de la façon dont les choses se passent ici, en seront étonnés.

La majorité obtenue contre nous, qui a été prise en bloc à Sillery, au Cap Rouge et à Ste. Foye, où l'on tenait encore en réserve 200 morts et absents, ne prouve pas ce que de telles majorités prouvent d'habitude. Elle ne prouve pas que nous étions un candidat battu d'avance. Les efforts énormes faits contre nous démontrent au contraire qu'aux yeux de nos adversaires notre candidature était fort redoutable. De fait, à la fin de la semaine dernière, ils ont cru que ce qui leur était arrivé dans Québec-Est, allait leur arriver dans le comté de Québec. Ils ont vu apparaître devant eux le spectre d'une nouvelle défaite et le fantôme de la mort. C'est alors qu'ils ont fait un effort désespéré, vidé leur caisse et décidé qu'aucune somme d'argent ne devait être épargnée pour échapper à une catastrophe. C'est alors vraiment que notre sort s'est décidé, et c'est sur les comptoirs de la Basse-Ville qu'on a chiffré la majorité qui devait nous écraser.

Tandis que ceci se passait dans le camp ennemi, voici dans quelle situation nous nous trouvions dans le nôtre. Nos ressources étaient épuisées; il ne nous restait presque plus de munitions pour la bataille. Nos adversaires venaient de recevoir des armes nouvel-

les; nous étions, pour ainsi dire, désarmés; et nous n'avions plus qu'à nous en remettre au courage de nos compagnons d'armes, habitués aux luttes inégales, et qu'à la popularité de notre cause.

Les seuls qui auraient pu nous aider à la veille de la bataille, nos alliés d'Ontario, étaient indifférents. Persuadés qu'ils sont que l'opposition ne peut manquer de réussir à Ottawa, ils n'attachaient aucune importance à l'élection du comté de Québec, qu'ils jugeaient une élection ordinaire et ne devant avoir d'autre signification que celle d'un incident dans une lutte dont l'issue est si rapprochée et si clairement marquée.

Or, il était bien évident pour tout homme au fait des élections,—au fait, surtout des élections dans le comté de Québec, où il est de notoriété publique que M. Chauveau a dépensé \$10,000 contre M. Evanturel et autant contre M. Hearn, qui de leur côté ne faisaient aucun sacrifice,— que nous ne pouvions avoir chance de réussir que si nous avions à notre disposition autant de ressources que notre adversaire; que si nous pouvions opposer louis à louis, ou tout au moins piastre à louis. Sillery est un gouffre et M. Caron y a jeté millier de piastres après millier de piastres.

Nous avons pour nous la popularité; M. Caron avait de son côté toutes les influences; la partie était bien liée, mais pour que le duel fût égal, il fallait avoir de part et d'autre les mêmes armes.

Le mardi après-midi, nos amis qui devaient agir pour nous dans les différentes paroisses et que nous n'avions pu, comme il aurait été utile, y envoyer plutôt, afin de ménager le peu

de ressources qui nous restait, partirent pour leur destination pleins d'espoir et de courage, mais à peu près dépourvus du reste. Pendant que nos adversaires je'aient \$8,000 dans le comté ce jour-là même, nous y répandions trois à quatre cents piastres.

On voit que nous disons tout et que nous voulons que le public sache exactement à quoi s'en tenir. C'est en parlant avec cette franchise et cette sincérité que l'on parviendra peut-être à soulever l'opinion et à amener une réaction qui changera le système déplorable qui prévaut dans tant de comtes, et dans celui de Québec plus que dans tout autre.

Nonobstant tout cela, les amis de M. Caron n'étaient pas encore rassurés; ils se sentaient battus dans le reste du comté et ne comptaient vraiment que sur Sillery. Ils prenaient leurs mesures pour emporter là l'élection coûte que coûte. Comme il était évident que si la majorité, qu'on avait préjugée contre nous en évoquant le souvenir sanglant de l'exécution des Aylwards, rencontrait quelque résistance, il y aurait des troubles dans cette localité, M. Fabre demandait à l'autorité d'y stationner la police. M. Sharples, maire de la localité, et M. Richard Alley, lui accordaient leur concours dans ce but avec une parfaite obligeance; mais M. Caron refusait le sien. Il faisait plus: il se hâtait, pour créer une diversion et mettre la police dans l'impossibilité d'agir en cas de besoin, de demander que des détachements fussent envoyés à Valcartier et à Charlesbourg, où il n'y avait pas l'ombre de danger de conflit; de sorte que le Capt. Heigham en était réduit à n'avoir que douze hommes pour protéger les trois polls de

Sillery, c'est-à-dire pas plus qu'à Charlesbourg.

Le secret de cette manœuvre est facile à percer: si Beauport et Charlesbourg nous avaient donné les majorités que nous avons la veille, mais qui nous furent enlevées dans la nuit à prix d'argent, on aurait donné l'ordre d'intimider la police, de s'emparer des polls à Sillery, d'en chasser nos représentants et de faire voter toute la liste. Si tel n'avait pas été le dessein bien arrêté des meneurs ministériels, M. Caron n'aurait pas refusé de se joindre à nous pour faire stationner toute la police disponible à Sillery, endroit dangereux en toute élection, et il ne l'aurait pas demandé pour Valcartier et Charlesbourg, où elle n'avait que faire. C'est par Sillery que l'on voulait emporter l'élection, légalement si la légalité suffisait, illégalement si cela était nécessaire. Et de fait, sans Sillery on ne l'aurait pas emportée, même en y mettant encore plus d'argent. Si les électeurs des autres paroisses n'avaient pas craint que, quoiqu'ils pussent faire en notre faveur, notre candidature ne vint échouer sur cet obstacle; s'ils n'avaient pas été sous l'impression que l'on fabriquerait là autant de mauvaises voix qu'il en faudrait pour noyer les bonnes, ils auraient fait un bien plus grand effort. Sillery est le boulet que le comté de Québec traîne à son pied, et tant qu'il n'aura pas réussi à l'en détacher il gémera sous le joug.

Nous allons maintenant entrer dans quelques détails sur les diverses paroisses et préciser davantage les accusations générales que nous avons portées.

Une remarque générale encore cependant: c'est que dans cette lutte

nous avions contre nous toutes les influences sociales, sans en excepter une seule. Les amis de M. Caron avaient fait appel à toutes, n'en avaient gardé en réserve aucune, tant on jugeait la lutte redoutable. Comme le dit naïvement le *Canadien* : *On a vu des personnes qui ne s'étaient jamais occupées d'élection, prendre une part active dans celle-ci.* Nous n'avions pour nous que le peuple, les électeurs qui n'ont aucune faveur à demander au gouvernement ou aux banques, qui n'ayant pas d'intérêt particulier à sauvegarder, ne se croient tenus à aucune bassesse. Toutes ces influences se vengeaient de ce que durant toute notre vie nous avons refusé de les courtiser ; et le peuple reconnaissait en nous un des siens, une nature de démocrate qui, à travers toutes les circonstances, est restée fidèle à ses instincts.

Commençons maintenant notre revue par Beauport.

Dans cette paroisse, nous avions la majorité en dépit même du curé. En veut-on une preuve évidente ? Malgré toute la corruption employée, nous avons obtenu au poll de l'église, dans la circonscription où s'exerce avec plus de puissance l'influence du presbytère, 65 voix contre 88 ; c'est-à-dire que M. Tremblay—car c'est ainsi que se faisait la lutte—n'a eu sur nous dans son château-fort qu'une majorité de 20 voix ! Dans le poll des *concessions*, un peu plus éloigné du presbytère, nous avons eu une majorité de 19 voix, soit 73 contre 54, et nous aurions obtenu là presque l'unanimité si une pluie de billets de banque n'y était tombée durant la nuit.

Restait le poll du Sault, le poll de M. Hall. Nous comptons, pour y ob-

tenir la majorité, sur l'impartialité fort vantée de M. Hall, qui, disait-on, ne faisait jamais rien pour engager ses employés à voter comme lui. Mais cette fois le péril dont était menacé le candidat ministériel était jugé si grand qu'on a forcé M. Hall à sortir de sa réserve et à abdiquer sa dignité. Il lui a fallu d'abord aller à la Nomination, et comme en le voyant là faisant suite à M. Caron, nous exprimions notre étonnement de voir un homme de son importance se déplacer pour si peu, quelqu'un nous a dit : Vous le croyez donc dans une position d'indépendance. Hélas ! il est moins indépendant que le plus humble de ses ouvriers, et s'il commande à des esclaves, il est esclave lui-même. C'est M. McGreevey qui lui a ordonné de venir ici et il est venu.

M. McGreevey lui a aussi ordonné de se tenir au poll du Sault, où se trouvent ses immenses établissements et où il emploie presque tout le monde ; et il s'y est tenu, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant. Jusqu'à son arrivée vers dix heures, les voix s'égalisaient et nous en recevions autant que M. Caron. Mais sa présence, comme on le conçoit, a tout changé, et nous n'avons obtenu en tout dans ce poll que 29 voix. Après trois heures, c'est-à-dire après le départ de notre représentant, on y a fait voter un peu tout le monde. Ajoutons que pendant que M. Hall se tenait au poll, son fils, M. Benson Hall, cherchait des voix à l'extérieur et les lui amenait. Pour comble d'inconvenance, on tenait un restaurant pour M. Caron dans la même maison que le poll, de sorte que les électeurs recevaient à la fois un sourire du maître et un gâteau du protégé. On

admettra que dans ces conditions la liberté du vote était illusoire, et qu'il est aussi étonnant que nous ayons obtenu 29 voix à l'encontre de M. Hall au Sault, que 65 voix à l'encontre du curé au poll de l'église. N'oublions pas enfin de dire qu'on avait envoyé à Beauport une bande d'assommeurs de la ville pour servir au besoin.

Nous ne dissimulerons pas que la paroisse de Charlesbourg nous a déçus en donnant à notre adversaire une majorité de quelques voix. Il y a dans cette paroisse un groupe nombreux et très-ferme de citoyens indépendants, de nationaux convaincus. Malheureusement, ils ne sont pas ce qu'on appelle vulgairement des *gens d'élection*. Au contraire, le principal meneur ministériel est adroit et rusé. Il faut dire aussi qu'il avait des ressources énormes. Par exemple, dans la nuit de mardi, il nous a enlevé, dans un des rangs, quatorze de nos partisans à la file, en y mettant le gros prix bien entendu. La majorité contre nous dans cette paroisse a été formée par les voteurs de la ville qui sont au nombre de 26 et qui, en presque totalité, ont voté contre nous.

Nos adversaires n'avaient épargné aucun effort pour emporter l'Ancienne-Lorette, et cependant ils n'y ont obtenu que 7 voix de majorité. Le mardi, le bon curé, faible et trompé par M. l'abbé Racine, a fait un sermon très-violent contre nous. M. Vohl, crieur à la cour et bavard en tous lieux, avait pris sous ses soins cette paroisse, ainsi que M. Mailloux, épicier, M. Hough, calechier du gouvernement, et autres.

Le major allait répétant partout que nous étions un *étranger*, un *pro-*

tes'ant, un *communard* : ce dernier qualificatif se retrouve dans le *Courrier du Canada* d'hier.

A la Jeune Lorette, on a vu avec admiration un spectacle qui se présente rarement. Tous les électeurs du Lac St. Charles, ont résisté, moins trois, à toutes les tentatives de corruption et sont venus au nombre de quarante donner leurs voix pour le candidat indépendant. Des deux polls de la Jeune Lorette, un nous a donné la majorité; l'autre en aurait fait autant, si la corruption n'avait pas été si grande et la pression exercée sur les électeurs si forte.

L'influence de MM. J. W. Reid & Cie, fournisseurs de papier, n'a pas été une des moins considérables parmi celles qui se sont exercées contre nous dans cette localité où sont situés leurs moulins.

De son côté, l'abbé Racine, qui s'est employé si ardemment contre nous dans cette élection, faisait menacer un de ses frères qui habite la Jeune Lorette de ne plus remettre les pieds chez lui s'il votait pour nous :

M. Caron était représenté dans cette paroisse par M. Montpetit, chef des traducteurs français à la Chambre. On nous y faisait passer pour un *suisse*; mais nous savons que M. Montpetit n'était pour rien dans ce bruit. Nous espérons également qu'en disant aux électeurs que nous avions changé d'opinion, il n'ajoutait pas que nous avions suivi son exemple et que, comme lui, après avoir cherché à nous faire le délateur de M. Chauveau, nous étions devenu son âme damnée et son secrétaire secret.

Stoneham a présenté un spectacle inattendu : le ministre protestant et

le curé, M. Chabot, ont passé ensemble la journée au poll, exhortant, chacun de leur côté, leurs ouailles à voter pour le candidat dont l'élection doit faire cesser le malentendu qui a trop longtemps régné entre le catholicisme et le protestantisme. Cette journée consacrée à l'apostolat finie, ils sont allés dîner ensemble et achever d'oublier à table leurs divergences de doctrine. Le dîner du reste était excellent : M. Geo. Hall, qui avait invité les deux pasteurs, avait eu soin de voir à ce que les vins fussent de qualité supérieure, et M. Drum, qui le secondait dans sa pieuse tâche, n'avait pas manqué d'entourer la table de fauteuils moelleux.

Au Lac Beauport, c'était le Dr. Marsden qui évangélisait les nations, avec l'aide de M. Holt, membre de la commission du Palais de Justice.

A Valcartier, où jusqu'ici l'opposition n'a jamais réuni deux voix, où nous en avons obtenu 49 et où, d'après des données sûres, nous devions avoir au moins 25 voix de majorité, on a fait des efforts inouïs. M. Giblin, M. Charlton, M. Convey et une foule d'autres s'y étaient portés (un peu plus on faisait venir M. McNamee) et y répandaient mardi soir l'argent à flot. L'officier-rapporteur, M. Chs. Wolfe, était en même temps le représentant de M. Caron ; il appelait lui-même les voteurs, et de peur que la persuasion ne fut pas toujours assez puissante pour vaincre les scrupules qu'éprouvaient un certain nombre de nos partisans à nous abandonner, il y joignait l'intimidation : il portait très-visiblement deux pistolets à la ceinture.

Au Cap Rouge, on a fait voter une

quarantaine de personnes de l'autre côté de la rivière qui n'avaient pas droit de voter à cette élection.

Le lecteur a dû être déjà frappé d'une chose, c'est que toutes les origines autres que la nôtre nous montraient partout une extrême hostilité. C'est ainsi que l'on tenait compte d'un libéralisme, d'un esprit de justice qui ne s'est jamais démenti. Mais c'est à Sillery, au Cap Rouge et à Ste. Foye que cette hostilité éclatait avec plus de violence, et c'est là que s'est décidée notre défaite. Nous avions en face de nous tous ceux qui ont repoussé la candidature de M. Cauchon l'année dernière. On nous combattait comme si nous étions le plus dangereux et le plus violent des ennemis. Rien n'était épargné contre nous, et, à l'exemple des maîtres, les employés marchaient en rangs serrés au poll donner leurs voix à M. Caron, dernier fils d'Albion, enfant adoptif de la Verte Erin.

C'est avec raison, qu'à la clôture, M. Sharples qui représentait M. Caron au poll situé dans son propre chantier, a pu dire, selon le rapport du *Chronicle*, qu'au commencement de la lutte il avait annoncé à ses amis comment il voterait et qu'il était heureux de voir avec que le unanimité ils avaient suivi *son exemple*. Ce simple discours n'aurait pas été déplacé dans la bouche de bien d'autres. Ainsi, au Cap Rouge, MM. Forsyth et Bowen faisaient les plus grands efforts contre nous et nous enlevaient par la crainte la plupart de nos partisans. Comment voulez-vous, disaient à nos représentants ces malheureux électeurs, que nous votions contre ceux qui nous emploient ? Nous sommes pour M. Fabre, mais nous ne pouvons voter pour lui.

On sera peut-être curieux de savoir le rôle qu'a joué dans toute cette affaire M. J. G. Ross, pour lequel nous avons tant risqué l'été dernier. Il s'est croisé les bras, il a serré la clé de sa caisse et laissé écraser sous ses yeux, par des hommes à qui il n'avait qu'un mot à dire pour les arrêter, le candidat qui avait servi sa cause avec un dévouement absolu. Il n'a rien fait, rien dit, rien donné ; il a refusé d'intervenir dans une lutte où il aurait fallu sacrifier quelque chose, refusé d'acquitter une dette de reconnaissance et d'honneur, et regardé froidement périr celui qui s'était exposé pour lui au plus grand des périls que puisse braver un homme public et un journaliste, celui de perdre la sympathie de ses compatriotes.

Nous touchons au terme de cette impartiale étude sur les causes qui ont amené notre défaite dans le comté de Québec, et il ne nous reste qu'à donner en résumé le tableau des forces coalisées contre nous. Si l'on veut bien jeter un coup-d'œil sur l'énumération que nous en allons en faire, on sera étonné que nous ayons pu obtenir 700 voix sur 2,200. Le comté de Québec, situé près d'une ville où le gouvernement a exercé de tout temps un si grand pouvoir, est plus que tout autre sous le joug de cent influences qui tiennent toutes à l'Etat par quelque lien étroit et qui le servent aveuglément. Que dans un pareil comté il se soit trouvé 700 voix par appuyer le candidat indépendant, nous osons dire que cela est prodigieux. Il est évident qu'il n'y a pas un de ces votes qui ait été obtenu par l'intérêt, car l'intérêt conseillait aux électeurs de se ranger sous la bannière ministérielle. C'est à l'aide d'une loyale et ferme explica-

tion des vues du parti national, qu'avec l'aide de nos amis, nous sommes parvenu à réduire à 700 la majorité de 1,200 obtenue à deux reprises différentes par le candidat du gouvernement dans ce comté.

Et notez bien que cette fois les efforts ont été bien plus grands que pour M. Chauveau ; que le gouvernement fédéral a agi comme si son existence tenait au gain de cette élection ; et que, chose à peu près sans précédent, on a fait voter 2,200 électeurs sur 2,800, c'est-à-dire à peu près tous les électeurs présents. Enlevez en effet de ce chiffre de 2,800 tous les travailleurs absents de Sillery ; les personnes respectables et timorées que l'intervention du clergé a empêchées de voter pour nous et qui ont préféré s'abstenir plutôt que de se mettre en opposition à la défense de leur curé ; enfin les morts : et vous arriverez au chiffre de 600, vous arriverez à former la différence entre le nombre des votants et celui des électeurs.

Sur les 700 électeurs il n'y en a pas un seul qui ait pu être mù par un autre motif que celui-ci : donner raison à l'opposition contre le gouvernement ; car nous n'avions pour les séduire d'autre influence que celle de nos principes, d'autre prestige que celui de notre parti. C'est donc un groupe nombreux et ferme que nous avons rallié dans un comté jusqu'ici inaccessible. Ce groupe ainsi formé, rien ne le pourra entamer et il deviendra bientôt la majorité. Dans tout comté gouvernemental, le difficile c'est de se créer un parti indépendant ; mais une fois ce parti créé, il va toujours grossissant et il finit par attirer à lui tous ceux qui ne sont pas vendus corps et âme au gouvernement. Dans aucun

milieu, on ne résiste longtemps à l'attraction d'un groupe d'honnêtes gens éclairés, et toujours on se range, à la longue, à leur opinion.

Nous avions contre nous dans cette élection remuant ciel et terre :

Les curés, la plupart cabalant en personne ;

Le haut commerce anglais qui dispose d'au moins un tiers des votes du comté ;

Tous les grands industriels et banquiers de la ville, comme MM. Chinic, Renaud, McGreevy, Beaudet, etc. ;

Le gouvernement fédéral et tous ses employés, contracteurs, serviteurs et courtisans ;

Le gouvernement local, qui mettait en campagne tous ses fonctionnaires ; qui allait jusqu'à leur permettre de se mêler, directement, ouvertement, à la lutte, et qui, chose qui ne s'était jamais faite, allait jusqu'à les autoriser à représenter au poll le candidat patroné par le cabinet d'Ottawa ;

Les contracteurs de l'Intercolonial et la Compagnie du Pacifique ;

La compagnie des chemins à barrières dont M. Chinic est le président ;

Tous les contracteurs et ouvriers que le gouvernement local a favorisés et favorise encore pour les travaux considérables qu'il a fait faire dans le comté et qui s'y poursuivent ;

L'agence du gouvernement pour l'administration de la seigneurie confisquée aux jésuites et à laquelle paient rentes les deux Lorettes et une partie de Charlesbourg.

Ajoutez que nous sommes entrés trois semaines en retard dans l'arène, et que dès le lendemain du refus de M. Thibaudeau, bon nombre de nos

amis, persuadés qu'il n'y aurait pas de lutte comme nous-même nous le pensions alors, s'étaient engagés à soutenir M. Caron.

Ajoutez encore qu'il aurait fallu, pour empêcher nos adversaires de concentrer toutes leurs ressources sur nous, faire opposition à M. Garneau comme à M. Caron. Mais cela aurait trop entamé nos faibles ressources, et nous ne le pouvions, M. F. X. Langevin ayant fait défaut l'avant-veille de la Nomination locale.

Qu'on n'oublie pas enfin qu'une seule localité comme Sillery a coûté à M. Caron pour le seul jour de la votation plus qu'à nous la campagne entière dans le comté.

Ces faits groupés ensemble, ce tableau achevé, nous avons droit de dire, que si l'élection de Québec-Est, remportée en dépit des plus puissantes influences, a été une victoire, l'élection du comté de Québec, perdue malgré les plus généreux efforts, n'est pas une défaite : ce n'est qu'un incident malheureux dont nous prendrons notre revanche avec éclat.

Supposez-nous un instant au pouvoir et voyez d'ici fondre la majorité conservatrice. Nous restons avec nos 700 adhérents, mais que deviennent les 1400 partisans de M. Caron ? Les voyez-vous s'éloigner du drapeau dépouillé des armes de l'Etat, lâcher pied, se disperser, passer par bandes de notre côté ? Le haut commerce nous livre Sillery, le Cap-Rouge et une partie de Beauport, en même temps que des positions importantes dans presque toutes les paroisses ; nous gagnons ainsi d'un seul coup plus d'un tiers des voix obtenues par notre adversaire. Les employés fédéraux et locaux briguent l'honneur de nous servir, aspirent au

bonheur de nous être utile ; les contracteurs et autres sollicitent la permission de verser dans notre fonds électoral leurs modestes contributions.

M. Vohl nous offre son épée invincible et sa voix infatigable ; M. Philippe Huot une fleur de sa boutonnière et une mèche de ses cheveux argentés ; M. Montpetit sa plume et tous les secrets qu'il a surpris à travers le trou de la serrure ou les enveloppes de lettres adroitement entrouvertes et discrètement refermées ; M. Ernest Gagnon ses paternes bénédictions ; M. L. H. Huot, le journal dont il est l'éditeur-proprétaire sur l'enseigne et pour la montre, l'inspirateur subalterne, le rédacteur poussif et le gros régent pour rire.

M. Angers nous passe ses compliments aux dames, qui, après avoir été mal reçus à Bellechasse, ont été mal accueillis à Charlesbourg, et qui, il faut l'espérer, sont pour toujours fanés. M. Eugène Chinic abaisse devant nous les barrières de la commission dont il est l'illustre président, et, voulant montrer qu'à son âge il saute encore, il les franchit toutes les unes après les autres, en poussant un vivat en notre honneur, et vient rouler à nos pieds un peu essoufflé, mais arrondi et gracieux. M. Colston, laissant glisser du seul œil par lequel il voit clair, le lorgnon qu'en partant pour la Rivière-du-Loup lui a laissé son maître et son ami, M. le juge Casault, dont il essaie en vain d'atteindre la distinction parfaite et les exquis manières, nous couronne d'un laurier vert et d'un emblème cabalistique.

M. Bossé nous livre tout ce qu'il peut donner, la pipe culottée qui fait sa gloire, le carnet usé dans lequel

ont passé tant de causes de la Cour de Circuit, de plaidoyers indigestes et de procès obscurs, et un morceau du bois vert avec lequel M. L. B. Caron a caressé ses épaules à Charlesbourg. Les frères Larue (Jules et Panet), s'avancant sur le devant du husting transformé en tréteaux, accomplissent les tours d'adresse et de force dans lesquels brillent les dons heureux qu'ils ont reçus de la nature et qui ont rendus célèbres les frères Ravel, leurs spirituels modèles. Enfin, M. Blanchet promet d'endormir la vigilance de l'ennemi.

Il n'y a pas jusqu'à M. Caron qui ne vole au-devant de nous et ne nous prie d'accepter ses vœux. Il est le premier à voter pour nous et le dernier à négliger de se rendre désagréable au ministère nouveau. Sa souple et gracieuse nature n'est pas de celle dont on puisse jamais tirer un adversaire du gouvernement, que ce gouvernement ait à sa tête M. McDonald ou M. Blake. Elle saura toujours s'incliner au vent, s'abandonner au courant, se laisser bercer par les flots et gagner le rivage en évitant les brisants, en profitant des moindres souffles de la brise et des plus légers remous. Sous tous les soleils il en recherchera les rayons. Aimable, empressé, insinuant, il arrivera en se glissant à travers les groupes, en serrant la main à celui-ci, en embrassant celui-là, en s'inclinant sur l'épaule d'un autre, en mettant sa vie au service de tout venant, en disant à tout le monde qu'il brûle de s'immoler en détail pour chacun, il arrivera, disons-nous, que les régimes changent ou reviennent, où n'arrivent jamais les caractères entiers et les esprits supérieurs : aux honneurs, aux beaux emplois, aux

hautes positions, à tout, en un mot, sauf aux grands rôles et aux postes qui exigent, non de la souplesse mais du dévouement, non de la grâce, mais du talent.

En attendant le jour de la revanche, et puisque M. Caron est élu en dépit de l'opinion publique : si vous avez un service à demander, une faveur à obtenir, une visite à faire, de fines intrigues à nouer, des influences à gagner, des importants à cajoler, M. le Grand Vicair Cazeau ou autre prélat de cour à captiver, voire même des ancêtres à retrouver et un blason à redorer : adressez-vous à lui : il est homme d'uniforme obligeance, il est homme à demander et à obtenir pour les autres,—en vue de son propre intérêt bien entendu et dans la mesure de ce que cette masse d'actes aimables peut profiter à son propre avancement,—ce qu'il demanderait et obtiendrait pour lui-même. Mais si vous attendiez de lui autre chose que ce qu'il peut donner ; si vous lui demandiez, non des calculs, mais des vues ; non des démarches, mais des actes ; non des services, mais des sacrifices ; non des prévenances, mais des prévisions ; une initiative hardie au lieu d'un concours empressé ; enfin, pour mettre les points sur les *i*, une idée au lieu d'une accolade, vous seriez désappointés et vous n'auriez pas même la consolation de vous dire que vous avez été trompés et éblouis par les apparences.

Pour nous résumer sur ce point : si nos amis étaient au pouvoir nous n'aurions plus personne contre nous dans le comté de Québec ; ce n'est pas la majorité seulement que nous y obtiendrions, c'est l'unanimité. La voix de M. Tremblay se perdrait dans

le désert et la circulaire s'en irait au vent. Sillery nous acclamerait, et le gouvernement local, obéissant toujours à la voix d'Ottawa, viendrait se coucher à nos pieds et lécher avec tendresse les moindres traces laissées autour de nous par l'empreinte fédérale.

Nous ne devons pas terminer cette série d'articles sans offrir à nos amis qui nous ont soutenu dans cette lutte, entreprise uniquement dans l'intérêt de la cause qui nous est chère à tous, celle du réveil de l'opinion publique et du retour à nos véritables traditions nationales, l'expression de notre reconnaissance personnelle et le témoignage de la gratitude du *Parti National* tout entier. Comme toujours et plus encore que d'habitude, si c'est possible,—car ils sentaient que nous n'étions en cette circonstance que la personnification de leurs idées et le représentant des plus légitimes aspirations d'une génération qui a hâte de montrer sa valeur sur un théâtre digne d'elle,—ils ont travaillé avec vigueur, combattu avec courage et accompli des prodiges d'énergie et de volonté. A nous tous, nous n'avions pas assez d'argent pour payer une demi-douzaine de cabaleurs et nos épargnes entassées ne seraient pas montées à la cheville du pied de M. Hall ou de M. Chinic. En revanche, nous avions assez de talents pour suffire à toutes les tâches.

Nous n'avons pas besoin de les nommer ; on les a vus durant la campagne de l'été dernier à Montmagny, à Bellechasse, à l'Islet, à la Beauce et dans bien d'autres comtés. Le peuple, le vrai peuple les connaît, les admire et a hâte de les appeler à prendre part à la direction des affaires publiques.

Nous nous sommes retrouvés le soir de la défaite aussi courageux, aussi unis, aussi confiants qu'auparavant dans la force croissante et le prochain avènement du *Parti National*. A mesure que les uns après les autres nos amis arrivaient des différentes paroisses, chacun apportant un état qui grossissait notre défaite, nous redoublions tous ensemble de fermeté. On arrivait abattu, mais bientôt on se laissait regagner par l'enthousiasme : les nuages de la défaite se dissipèrent aux yeux de tous pour laisser poindre déjà le jour de la revanche. Enfin, lorsque tout le monde a été de retour, à l'aspect général, rayonnant de confiance et d'espoir, on aurait cru que nous venions de remporter une victoire et que ce n'était pas nous qui avions été battu, mais M. Caron.

Il est probable que M. Caron, entouré dans son comité de gens avides et intéressés, était moins content de lui-même et des autres. Comme après tout il est homme à aimer la société des gens de talent et des hommes d'esprit, il est probable qu'il aurait volontiers en ce moment-là échangé la société qui lui faisait payer, expier sa victoire pour celle qui honorait notre défaite.

Si l'abattement avait si peu de prise sur le vaincu et ses amis, c'est que tous ils avaient pu mesurer l'énormité des efforts faits pour nous écraser, l'importance des avantages obtenus, l'étendue du terrain conquis ; c'est que tous ils étaient convaincus qu'on ne tombe ainsi que pour se relever bientôt ; et que l'élection du comté de Québec, emportée par un concours de moyens odieux, achèverait d'ouvrir tous les yeux sur la perversité, incurable des meneurs ministériels, sur

la corruption profonde du régime actuel, de rallier l'opinion à notre parti, et nous préparerait de sûres et éclatantes victoires.

HECTOR FABRE.

Tri-i-i-i-oupphe de M. Caron.

UN PETIT TOUR DE CARIOLE.

Dans un sleigh bien bourré, quatre chevaux fringants Promenaient dans Québec le candidat payant.

Quatre chevaux.... diable!!!

Pourtant il est *bien léger*, le jeune homme qui vient d'acheter le comté de Québec, et ce n'est pas sans doute son savoir, son expérience ni sa modestie bien connue, qui ajoutaient quelque chose au poids de sa charmante personne. Et je me demandais pourquoi il fallait, hier, quatre chevaux pour traîner si peu de gloire.

J'oubliais, malheureux que je suis, que là, sous mes yeux, et sur les coussins et les peaux d'ours du char triomphal, se prélassaient, aux côtés et en face du triomphateur, deux très lourds personnaages, le savant et distingué maire de Québec, et l'HONORABLE (?) Thomas McGreevy, le plus illustre faiseur de comptes publics qui existe dans la Province de Québec, l'homme qui a réalisé à Ottawa le problème de "deux briques et quatre planches font mille piastres."

N'importe, les uns traînant ou envisageant les autres, comme l'on dit, ils avaient, ma foi, bonne mine, depuis le panache ondulant des coursiers jusqu'au quintuple col du manteau du valet de pied. C'était de la vraie aristocratie canayenne, en pleine floraison.

Quant à lui, le héros, l'héu, il avait des accès de courbature, son échine flexible improvisait des soubresauts vainqueurs, l'âpre bise de l'équinoxe soulevait les mèches parfumées de sa chevelure que ne couvrait plus le petit casque de fine loutre, toujours soulevé et agité au bout du bras gauche, le plus près du cœur ; les lèvres entr'ouvertes envoyaient des baisers aux poteaux de gaz, aux pignons des maisons, et jusqu'aux modestes charroyeurs de neige, ébahis sur son passage.

Le cortège défila, passa, navillons en l'air, et l'enthousiasme en dedans : 135 voitures passèrent sous mes yeux ; sur cela il y avait au moins 115 voitures de louage, dans lesquelles le personnage le plus important était le char-

retier, bien payé pour la démonstration. Les vingt autres voitures entraînaient dans la sphère d'attraction des officiers publics, des contracteurs, des *jobbers*, des petits crevés ministériels, tout ce monde méprisable et rampant de suceurs, de rongeurs, d'écumeurs professionnels, prêts à tout lécher quand le maître se découvre.

D'électeurs, pas deux cents.

D'électeurs canadiens français, pas cinquante.

L'intelligence du comté rayonnait sur les traits avunculaires de M. Ed. Deblois ; l'indépendance d'opinion, l'éclat des convictions et la pureté des principes avaient pour principaux représentants MM. Léon P. Vohl, Gagnon et Mailloux, saupoudrés de quelques Lemoinés officiels et de plusieurs messagers. Mais un entre tous brillait dans le cortège par son zèle et l'épanouissement de sa joie, c'était l'agent des biens des Jésuites, M. Philippe Huot. Chacun se demandait comment cette tête précieuse et si bien peignée, sur laquelle un demi-siècle a passé déjà sans y tracer la plus petite rigle de soucis, pouvait s'exposer avec tant d'entrain aux hasards de la vie politique ? Comment cette existence si paisible et qui ne s'était jusqu'à ce jour aventurée que sur les ondes des bonheurs faciles, s'était trouvée si subitement transportée au milieu de la tourmente électorale. L'imprudent, ne craignait-il donc pas, par un travail d'esprit, de hâter le moment où quelque mince filet argenté brillera dans l'ébène de sa chevelure et dans le jais de ses favoris buisson ?

Ce que c'est que de nous ! et comme l'ambition nous mène à bien des excès !

La procession en descendant à la Basse-Ville, salua naturellement M. le Grand-Vicaire ; il a eu l'honneur du seul *hourrah* qui ait été baillé en route. Comme il devait être heureux, en ce moment-là, M. le Grand-Vicaire ! Son Adolphe qu'il avait baptisé, qu'il avait sevré, qu'il avait paternisé et qu'il venait de circulairemer, son Adolphe partait pour Ottawa comme jadis le jeune et beau Dunois partait pour la Syrie ! Son émotion se fondit en une suprême bénédiction.

Le cortège passa, ayant pour queues des patriotes désintéressés, MM. Mathieu, Breton, Piton le bouclé et Simon Cimon.

J'ai en vain cherché dans cette procession les nababs du commerce anglais. Il n'y en avait pas deux. Ils avaient bien risqué leurs écus pour faire une servile courbette devant

le fils du gouverneur, devant le *St. Columba Boy*, comme ils l'ont baptisé, mais ils semblent avoir eu honte de faire compagnie aux veaux que leur argent a achetés. Leur dévouement n'est pas *sans limites* ; et puis ces messieurs, ayant sacrifié aux nécessités de la veille, ont quelque scrupule vis-à-vis des éventualités du lendemain.

Rendues sur le milieu du fleuve, les voitures s'arrêtèrent comme par un mot d'ordre pour jouir d'un spectacle bien remarquable. Tous les yeux tournés vers l'Eglise de Beuprct, dont la silhouette massive se détachait sur le flanc des blanches Laurentides, purent voir et admirer la forme massive de M. le Curé Tremblay, à cheval sur la croix de son clocher, le télescope à l'œil, prenant une dose homéopathique du triomphe de son cher protégé. Au très petit nombre de ceux qui se trouvaient là qui avaient fréquenté les collèges cette vue rappelait le souvenir classique du Colosse de Rhodes.

Le plus curieux me reste à dire : on était parti pour Ottawa, mais on ne partit pas ; on se rendit au Grand-Tronc, on brûla des quarts de goudron, on prit *quelque chose* chez Tofield et on s'en revint en ville gros Jean comme ci-devant. Le Curé Tremblay dégringola de son clocher, la bénédiction fut ren-gainée et tout se termina par la promesse que fit M. Caron à ses gens de les faire bien boire et manger dans le mois de juin prochain, et par un discours de M. Garneau, brillant de toutes les perles de l'éloquence parlementaire et dont voici un échantillon ; parlant des nationaux : "Y peuvent s'serrer, à s't'heure, y montreront pu leurs faces dans l'comté." Cette improvisation ciceronienne fit dire à un des assistants : "Cristi ! il est pas si bête qu'on disait !"

Et puis tout le monde disparut, et deux minutes après vous les auriez trouvés tous, oubliés de la circulaire, chez Henchey, Dufour, Pfeiffer, Dell, Gilchen et Dunlery.

Ainsi se termina le grrrand triomphe du jeune ambitieux qui se croit de taille à occuper le siège des Neilson et des Chauveau !